

Arbitrages budgétaires à hauts risques

La rentrée sociale s'effectue sous le signe des arbitrages budgétaires que le Premier ministre vient de rendre publics. Dans un pays où la cohésion sociale est largement fracturée et où le chômage de masse continue à sévir, leur logique ne peut qu'inquiéter l'UNSA.

La désindexation des allocations familiales, des APL et des retraites conduira à une perte de pouvoir d'achat pour des millions de nos concitoyens, au risque de contre-effets sur la croissance dans un pays où celle-ci reste très dépendante de la consommation.

De surcroît, annoncée indistinctement, elle frapperait de plein fouet les plus démunis de nos concitoyens, aggravant un peu plus l'injustice sociale.

Quant à l'exonération de cotisations sociales des heures supplémentaires, elle ne résoudra en rien la situation des chômeurs pour lesquels, avant la question d'avoir du travail supplémentaire, se pose celle d'avoir du travail tout court.

L'UNSA s'interroge également sur la compensation de ce manque à gagner pour la Sécurité sociale et sur la logique d'étatisation qu'elle pourrait accentuer.

Le gouvernement justifie ses choix budgétaires par la priorité qu'il entend donner à l'activité. Mais en pointant financièrement les « inactifs » (retraités, chômeurs, allocataires...) au risque d'en faire des boucs émissaires d'un développement économique dont ils ne sont pas responsables, il glisse dangereusement. Il commet ainsi une erreur politique autant qu'économique.

A travers ces sujets budgétaires se pose à nouveau la question du projet de société, du modèle économique, social et environnemental que le gouvernement entend porter et avec qui.

Cette interrogation sera au cœur de la rencontre que l'UNSA aura, le 4 septembre, avec le Premier ministre, dans le cadre de la concertation que ce dernier a été chargé de mener avec les partenaires sociaux.

Communiqué du 28 août 2018